

Enbata

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
21 mars 2013
n° 2271
1,30 €

Udalbiltza nouveau
est arrivé

Municipales 2014



**Bizi! ouvrir
sa boîte à outils**

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Badator

BADATOR! Heldu da! Hor da! Holakoak dira entzuten, lekukoa etortzekotan delarik, Korrikaren kilometroa itxoiten den gunean! Segidan giroa berotzen da eta jendea presaka prestatzen aintzina joaiteko.

18. Korrikak ere bere lemarekin *Eman euskara elkarri* norberak tokiko hizkuntzarekin eta ondorioz euskal herritarrak euskararekin ukan dezakeen harremana untsasko gogoetarazten du. *Eman eskua elkarri*, mezuak jendeak elgarri lotzeko balio duen bezala, *Eman euskara elkarri* lema euskara euskal herritarrak elgarrekin bizitzeko hizkuntza izaiteko bidea marrazten du. Elgarrekin euskaraz ari izanez, elgar entzuteko eta ulertzeko.

18. Korrikaren lema ere ondoko ideiak jorrazten ditu: «*Dakienak ikasi nahi duenari irakatsi, ulertzen duenak hitz egiten duenari erabiltzeko aukera eman, agintariak herritar orori ikasteko bideak erraztu... Denok dugu zeresana eta zeregina. Euskara denona da eta denontzat izan behar du. Kohesiorako lehengaita eta tresna*». Gehitzen ahal da ere ez dakitenek, dakitenen artean direlarik ere hartzaile aktibo eta baikorren erara, euskararen erabilpena sustatzen ahal dutela. Hots *Erdaldun 1 + 10 euskaldun = 11 erdaldun* ekuazioa aldatzeko, erdaldun baten presentzia aitzaki, errexki erdarara lerratzen diren euskaldunak, euskaraz segitzera animatzen ahal ditu,

erdaldunak berak.

Aurten ere Korrikak euskararen «*maitatzeko, ikasteko eta erabiltzeko*» gero eta gehiago parada ukan dezagun, hots «*euskalakari*» bilaka gaiten Euskal Herri osoaren itzulia eginen du. Euskaraz bizi gaiten!

Adibide xiple batzuk emaiten ahal badira erronka zer den aurkezteko, ondokoak izaiten ahal dira. Esaldiak behar den bezala osatzeko gaitasuna ukaitea, norbanakoak adierazi nahi duena molde ezberdinetan adierazteko gai izaita, egoera formaletara eta informaletara egokitzea, tonua erabiltzen jakitea, argumentuak hautatzen eta antolatzen jakitea... Hots bakotzak pentsatzen eta senditzen duena hitzez adierazten jakitea. Haurren arloan erronka horiek gaintzeko molde eraginkorretan euskararekin jostatzea eta euskara giroan murgiltzeko paradak (elkarrizketa, kantu, ipuin, ikusgarri, ateraldi, etab. euskaldunen bidez) aniztea da. Hori, hurrek testuinguruaren eraginez euskara gaizki erabiltzen dutelarik, behin eta berriz zuzentzea baino eraginkor eta erakargarriagoa izanen da.

Jakin dezagun ere www.enbata.info-k idekiko digun aro berrian, eredu pedagogiko hortaz inspiraturik, abertzale gogoeten euskaraz jorrazteko tresna berri hau molde eraginkor eta erakargarrian bizi arazten!

Les vainqueurs écrivent l'histoire

DÉPUIS la Guerre des Gaules et La Chanson de Roland, les vainqueurs font valoir leur version d'un conflit. Aujourd'hui encore le Pays Basque n'y échappe pas.

Le plus souvent, les auteurs se recrutent parmi les universitaires bien en cours, soucieux de faire carrière ou de jouer un rôle de conseiller du Prince. Le livre récent de Samuel Vuelta Simon et Patrice Ollivier-Maurel, *La justice française contre ETA* (1), apporte une nouveauté. Ceux qui prennent la plume sont au cœur du système répressif chargé de juguler la rébellion. Les deux hommes sont magistrats de liaison français, en poste à Madrid de 2004 à 2012. Ils sont des rouages essentiels de l'appareil d'Etat et font efficacement le job.

Dans le but de réduire à néant le conflit basque bâti «*sur une vision nationale aux fondements incertains*», nous savions depuis une déclaration ministérielle espagnole déjà ancienne que les moyens financiers mis à disposition étaient «*illimités*». L'étude d'Emmanuel-Pierre Guittet (2) nous a montré comment le terrorisme d'Etat du GAL générait l'élaboration d'un nouveau droit européen chargé de mettre en œuvre la coopération policière et judiciaire sur une base consensuelle, parée de toutes les vertus de l'Etat de droit et propre à l'Union européenne. Vuelta Simon et Ollivier-Maurel vont plus loin. Ils nous détaillent comment cet arsenal répressif s'est «*customisé*» (sic) depuis quinze ans, comment il est mis en œuvre en Pays Basque suivant une démarche qualifiée d'«*active, imaginative et pragmatique*». Le nombre des hommes mobilisés par les Etats dans cette guerre, demeure secret, comme le sont leurs outils technologiques extraordinairement sophistiqués depuis l'aide américaine post-11 septembre. Ce sont leurs moyens juridico-politiques qui nous sont ici présentés: réseau judiciaire européen en matière pénale, Eurojust, réseau européen de formation judiciaire, mandat d'arrêt européen, magistrats de liaison, coordinateur de l'Union européenne contre le terroris-

me, équipes communes d'enquête franco espagnoles, ordre de gel des preuves et des biens, mandat d'obtention des preuves, loi d'Aznar sur les partis politiques, décision de la Cour européenne des droits de l'homme qui cautionne l'interdiction de tous les partis politiques de la gauche abertzale, équipes multinationales d'enquêtes réunissant juges, procureurs et enquêteurs, accès immédiat à l'information, RIMAT (Réseau international des magistrats antiterroristes), traité de Prüm qui crée les unités permanentes de renseignement espagnoles en France avec port d'armes et permet la consultation automatisée des profils ADN, des empreintes digitales et des immatriculations de véhicules, etc.

Dans cet impressionnant panorama et son application pratique, pas l'ombre d'une allusion à l'interdiction des quotidiens *Egun-karia* et *Egin*. La question de la torture en Pays Basque est expédiée en quelques lignes: dans la seule affaire évoquée, le Tribunal suprême espagnol «*rétablit le droit*» en «*relaxant quatre gardes civils*». Les écoutes illégales, l'incarcération de leaders politiques tels qu'Arnaldo Otegi et Rafa Diez sont signalées, mais ces atteintes aux libertés publiques ne gênent en rien nos fonctionnaires vichyssois, tant ils sont convaincus de la qualité de leur Etat de droit et de leur engagement «*au service de la France, aux côtés de leurs collègues espagnols*». Au nom de sa lutte contre la violence politique, l'Etat justifie tous les errements, toutes les violations. La théorie du «*tout est ETA*» qui permet au juge Garzon «*le harcèlement méthodique de la galaxie ETA*» est évidemment conforme et même prolongée: «*La création d'institutions illégales comme la Chambre d'agriculture du Pays Basque*» apparaît telle le signe de «*l'implication progressive dans la lutte de toutes les organisations et structures proches d'ETA en France*».



CETTE SEMAINE

TARTARO

S'EST ÉTONNÉ

Scot contre Conseil de développement ?

● Pantxo Bimboire

AU Garapen kontseilua du 26 février 2013, nous avons eu à donner un avis sur un document d'orientation et d'objectifs, issu du Scot Bayonne Sud des Landes. Cet avis deviendra par la suite un PADD (Projet d'aménagement et de développement durable), dans le cadre des travaux d'analyse réalisés par la communauté d'agglomération de l'Acba. On se reportera utilement à ce document relativement intéressant et riche en renseignements.

Le document est assez complet. L'étude a souhaité intégrer les contraintes écologiques présentes et probables à l'avenir (et ses trames vertes: espaces verts et agricoles, ou bleues: zones humides comme, par exemple, les barthes). Un *slide* présenté y précise qu'il intègre les schémas sur l'eau, les servitudes d'utilité publique, les chartes de Pays, etc. En se projetant sur l'avenir, il y aura nécessité d'accueillir 35.000 habitants pour 2025 et donc le degré de contraintes que cela suppose dans l'habitat, les déplacements, les structures de vie s'élèvera. L'étude se penche aussi sur le besoin en surfaces dédiées aux activités industrielles ou commerciales (20 ha/an soit 300 ha nouveaux pour 2025).

Le budget mobilisé pour cette étude a sans doute été conséquent, à la hauteur des moyens importants de l'Acba (215.000 habitants, 48 communes, 8 dans les Landes 40 dans les Pyrénées-Atlantiques).

Difficile de trouver l'étude légère, mais, par son importance, elle influence, en creux, le rôle que Garapen kontseilua aurait dû jouer s'il en avait eu l'autorité et le budget. En effet, en lieu et place du Garapen kontseilua, cette étude traite de stratégie, d'équilibre des contraintes, de prévision (habitat, industrie), de sensibilisation/formation auprès des collectivités du voisinage.

Le territoire pour l'Acba s'arrête aux *frontières* de son périmètre artificiel mais validé par la notion de bassin de vie. Il ne prend donc pas le territoire Pays Basque pour cible de l'étude. Cela est d'autant plus fâcheux que tout se passe comme si, au niveau foncier, par exemple, les items développés (équilibre des surfaces entre habitat, industrie/activité agricole, accroissement de la population, desertes, etc.) ne concernaient pas dans les options et les orientations l'ensemble du pays. Cette position de *cavalier seul* fait aussi fi de ce que développe Garapen kontseilua avec, par exemple, l'EPFL... (on a observé avec une certaine tristesse, l'absence des responsables politiques de l'Acba lors du conseil de l'EPFL du 21 février, alors qu'étaient évoqués des sujets où les responsabilités politiques étaient souhaitées et nécessaires, en particulier sur la notion de zone d'activité économique stratégique).

Détails importants

Les prises de conscience témoignées dans cette étude sont appréciables: diminution de moitié (125 ha/an à 70 ha/an) des surfaces artificialisées, sensibilisation des municipalités à la démarche d'organisation du futur autour des PLU, des cartes communales et autres outils, plus ou moins avancés, revitalisation des centres bourgs... Démarche intéressante que Garapen kontseilua aurait dû assumer en direct ou, pour le moins, à laquelle il aurait



dû être associé. Mais il y a aussi un problème de périmètre: le poids du Seignanx risque de se transformer en boulet.

● Il ne représente qu'un 1/15 des habitants mais 25% des réserves foncières prévues en terme d'implantations industrielles (avec 80 ha sur les 250 ha futurs), ce qui lui fait jouer un rôle stratégique pour le développement.

● Il oblige, à cause de la sacro-sainte parité, à introduire la langue gasconne, alors que les Scots avoisinants, Pays d'Orthe et de Marenne, ne semblent pas s'en préoccuper. A ce titre, il risque de plomber toute initiative volontariste de réappropriation linguistique exprimé au Garapen kontseilua (OPLB...).

Par ailleurs, le plan de présentation est résolument *côtier* et refuse un traitement ouest/est alors que bon nombre d'habitants de Basse-Navarre sont aussi voisins de Bayonne que ceux du Seignanx. L'interprétation de la notion de bassin de vie semble y jouer un rôle de prétexte pour mieux diluer la problématique collectivité Pays Basque.

Le rôle de la trame verte semble plus écologique que dynamique. On aurait pu évoquer le dynamisme souhaité dans la reconquête des circuits courts, du bio, de la nécessité de fixer du travail, plutôt que le rôle agrément loisir, piémont, ce qui rend d'autant plus important la décision d'orientation des 80 ha du Seignanx.

Note positive

Nul ne peut taxer les élus du Scot, Martine Bisauta et Jean-René Etxegarai, qui ont présenté avec talent ce document, d'être complètement dupes de cette problématique d'autant plus qu'ils sont des ardents défenseurs de la cause de la collectivité. En étant naïf, pourrait-on faire que Garapen kontseilua puisse établir une convention avec l'Acba pour une extension de cette étude sur tout le périmètre du territoire d'Iparralde? Cela permettrait de mettre plus de cohérence dans ces schémas et dans les cerveaux des acteurs qui les défendent.

Enfin, je souhaite que ces propos ne soient pas perçus comme chauvins ou, pire, autocrates sur notre problématique. Mais il semble logique, au moment où nous demandons une reconnaissance, de ne pas s'égarer sur des priorités qui ne sont pas les nôtres. La collectivité du Seignanx devra, bien entendu, être intégrée dans des relations majeures, dès l'instant où nous saurons qui nous sommes et ce que nous bâtissons. Tous les défenseurs de la collectivité territoriale sont conscients que nous ne serons pas un isolat coupé des autres et que nous tisserons des liens fructueux avec tous.

●●● pas tant que ça que les cardinaux se soient mis d'accord sur le nom d'un jésuite argentin, très conservateur et très silencieux durant la dictature, pour occuper le siège de Saint Pierre. Voilà un Argentin pas vraiment gauchiste.

●●● d'apprendre que le nouveau pape vit avec un seul poumon depuis l'âge de 20 ans. Il ne faudra pas compter sur lui pour s'époumoner à donner du souffle à l'église.

●●● et réjoui que 104 députés du parlement autonome Catalan (CiU, ERC, ICV et PSC) contre 27 (PP et Ciudadans) votent une motion demandant au gouvernement de Mas d'entamer avec Madrid des négociations en vue d'une consultation sur l'indépendance de la Catalogne. Madrid devra choisir: pas de Catalogne indépendante, pas de Real Madrid champion d'Espagne.

●●● pas tant que ça, qu'Iñigo Urkullu et Alain Rousset lancent un appel commun aux gouvernements français et espagnol pour faire avancer la construction de la Ligne à Grande Vitesse au Pays Basque. Deux sur la même ligne, ça risque de dérailler.

●●● pas tant que ça, que Yolanda Barcina soit réélue à la tête de l'UPN malgré les scandales qui l'éclaboussent. Quand les cadavres s'entassent dans le placard, mieux vaut tenir les portes fermées (proverbe hitite).

Bizi ! prépare les municipales 2014

Les municipales du printemps prochain mettront en place les équipes qui auront à gérer notre territoire au plus près de ses habitant(e)s jusqu'en 2020. Pour Bizi! cette période sera décisive pour agir contre le changement climatique et pour la transition énergétique et écologique.

Cette double préoccupation a conduit Bizi! à préparer à sa façon l'échéance électorale de l'année prochaine en imaginant une boîte à outils que le mouvement met à la disposition des candidats aux municipales.

Des années décisives

LES municipales de 2014 mettront en place les équipes qui auront à gérer notre territoire au plus près de ses habitant(e)s jusqu'en 2020. Il s'agit là d'une période doublement décisive.

D'une part parce que les scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat la situent comme la dernière période où il est encore possible d'infléchir les tendances actuelles d'émissions de gaz à effet de serre nous menant tout droit au franchissement du seuil d'emballlement climatique à l'horizon 2050/2060.

Heureusement de nombreuses solutions existent et peuvent être mises en place dès aujourd'hui à l'échelle locale pour contribuer à éviter la catastrophe climatique. C'est dire si les élus de mars 2014 partageront une lourde responsabilité quant à notre avenir et à nos conditions de vie.

D'autre part, la période 2014-2020 est décisive

parce que nous rentrons dans l'ère d'une énergie globalement moins accessible et bien plus chère, ce qui va bouleverser beaucoup de choses dans nos sociétés construites sur l'accès quasi-illimité à une énergie bon marché (un litre de pétrole brut coûtait moins cher que la bouteille d'eau minérale). L'aménagement du territoire, les transports, le modèle agricole et la distribution alimentaire, les logements et bâtiments divers, le tourisme et le modèle économique tels que nous les connaissons, ont été entièrement conçus sur le présupposé d'une énergie abondante et bon marché.

Là encore, les politiques mises en place et les choix d'investissement seront décisifs. Soit ils permettront une meilleure anticipation et adaptation, et ainsi une transition en douceur vers un monde très différent de celui que nos parents et nous-mêmes avons connu, soit ils laisseront nos sociétés prendre de plein fouet le bouleversement induit par cette nouvelle donne énergétique.

“De nombreuses solutions existent et peuvent être mises en place dès aujourd'hui à l'échelle locale pour contribuer à éviter la catastrophe climatique.

C'est dire si les élus de mars 2014 partageront une lourde responsabilité quant à notre avenir et à nos conditions de vie.”

Pourquoi une boîte à o

Début 2012, Bizi! décidait d'imaginer une “boîte à outils”, constituée d'un ensemble de propositions d'actions (inter)communales concrètes, constituant les bases d'une vraie politique climat-énergie locale, pour les mettre à la disposition de toutes les futures listes en présence aux élections municipales de mars 2014 en Pays Basque Nord, et ce quelles que soient leurs étiquettes politiques (ou l'absence d'étiquette).

Il s'agirait de propositions d'actions concrètes et réalisables dès aujourd'hui, en tenant compte de l'arsenal juridique et administratif actuel, et aussi de la situation financière des communes et des intercommunalités. Autrement dit, des propositions d'actions qui pourront être mises en œuvre dès mars 2014, sans attendre le grand soir ou LA loi de transition écologique, et permettre ainsi d'engager réellement notre ter-

Que trouve-t-on dans

● Une présentation des enjeux climat-énergie dans chaque domaine d'action possible pour les futurs élus municipaux;

● 50 fiches action réparties dans 12 domaines sectoriels:

1. Urbanisme (et aménagement)
2. Mobilité
3. Énergie (Gestion, production et distribution)
4. Bâtiments
5. Eau
6. Agriculture
7. Forêts
8. Économie
9. Consommation responsable
10. Déchets (Collecte, gestion et prévention)
11. Espaces verts
12. Risques

Enfin, 3 fiches listeront quelques réflexions et conseils pour une approche globale de la stratégie climat-énergie à mettre en œuvre, ainsi que les démarches de formation, sensibilisation et communication qui doivent l'accompagner.



Manifestation de Bizi! en faveur des pistes cyclables le 13 juin 2010



NOTRE BOÎTE A OUTILS
POUR LES CANDIDATS
AVANT LES ÉLECTIONS!

LES OUTILS
POUR LES ÉLECTEURS
APRÈS LES ÉLECTIONS



Les vainqueurs écrivent l'histoire

(Suite de l'Edito page 2)

Trouve aussi grâce aux yeux des deux magistrats le système de la «*prueba pericial*» ou preuve expertale du code de procédure pénale espagnol, permettant de se passer de preuves véritablement vérifiées et donc de réprimer à tout va. Avec pour seul souci, «*trouver le juste réglage de la répression*» dans «*l'éternel débat entre légalité et opportunité*». Avez d'une justice à vocation d'abord politique.

Pour les combats à venir, les militants basques liront avec beaucoup d'intérêt cette histoire de la répression racontée par ses auteurs, y compris dans sa dimension idéologique dont ces derniers ne font aucun mystère. Cette anthologie de la raison d'Etat au service des intérêts nationaux de deux peuples, a du bon. Elle nous démontre la capacité de deux grandes nations à mettre en œuvre les moyens adéquats lorsqu'elles ont la volonté politique de gagner, leur faculté à retourner la violence du plus faible, à en faire une arme contre un petit peuple qui relève la tête, le pragmatisme, le cynisme absolus d'adversaires acharnés contre le «*blason imaginaire de la mystique Euzkal Herria*», l'unité indéfectible qu'ils savent construire dans la durée, quels que soient les régimes ou les changements de majorité. Les masques des institutions et des hommes qui les incarnent, tombent. Nous savons que demain nous les aurons en face. Comme hier contre le plan Ibarretxe, la revendication du département Pays Basque ou la Charte européenne des langues, toujours ils «*redoubleront de fermeté dans leurs positions pour éviter la piège démocratique*».

(1) Samuel Vuelta Simon et Patrice Ollivier-Maurel: La justice française contre ETA, PUF, 2012, 287 p.

(2) Emmanuel-Pierre Guittet: Antiterrorisme clandestin, antiterrorisme officiel, chroniques espagnoles de la coopération en Europe, Athéna éditions, 2010, 154 p.



Souscription

NOUS souhaitons aux candidat(e)s une bonne lecture et la meilleure réappropriation possible de cette boîte à outils dans le cadre des projets municipaux et intercommunaux qu'ils porteront aux élections de mars 2014.

Notre volonté est de diffuser largement ce document à travers tout le Pays Basque Nord, en version électronique mais également en version papier, afin qu'il constitue réellement un outil et une référence permanente pour les centaines de candidat(e)s qui se préparent pour les municipales de 2014, mais également pour leurs futur(e)s électeurs et électrices qui pourront ainsi évaluer la présence ou l'absence de ces propositions dans les différents programmes, et qui pourront interpeller les listes de leur ville ou village à leur sujet.

L'impression de ce document programmée dans les semaines qui viennent représente un coût très important pour les modestes finances de Bizi. C'est pourquoi nous ouvrons dès aujourd'hui une souscription pour nous aider à tirer suffisamment d'exemplaires afin que cet outil puisse avoir une incidence maximale sur les politiques municipales et intercommunales qui seront mises en œuvre à partir de l'année prochaine en Pays Basque Nord (Chèques à l'ordre de Bizi, au 20, rue des Cordeliers 64 100 Bayonne, dons en ligne possibles sur le site de Bizi:

www.bizimugi.eu.

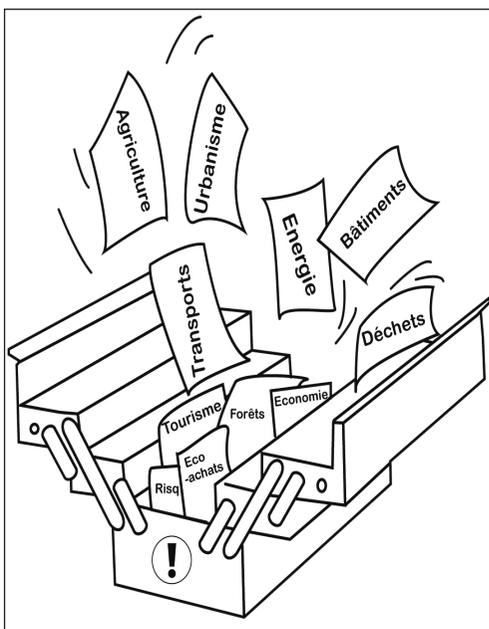
outils municipale ?

ritoire dans une démarche de transition énergétique et de contribution forte à la préservation du climat et de la biodiversité.

40 personnes ont participé — à des degrés différents — à l'élaboration de cette boîte à outils et nous ont permis de tenir le délai que nous nous étions fixé, à savoir la terminer en mars 2013, soit un an tout juste avant les prochaines élections municipales. Notre objectif: que les listes et candidat(e)s puissent en prendre pleinement connaissance et les intégrer dans leurs programmes.

Qui dit «*boîte à outils*» signifie que chacun pourra choisir les propositions d'actions qu'il jugera les plus pertinentes pour son territoire. Bien sûr, l'important à nos yeux est que le plus possible d'entre elles soient mises en œuvre au service d'une véritable politique énergie-climat globale, cohérente, et adaptée aux spécificités locales.

notre boîte à outils ?



Udalbiltza nouveau est arrivé

Udalbiltza, assemblée des municipalités proches de la gauche abertzale, avait été interdite et dissoute par le juge Garzon en 2006. En 2010, les 22 personnes poursuivies dans l'affaire bénéficiaient d'un non-lieu. Le 2 mars 2013 s'est déroulée l'assemblée constituante du nouvel Udalbiltza.

Daniel Olzomendi, maire d'Izura, est l'un des trois vice-présidents de la nouvelle assemblée. Il rappelle pour Enbata les objectifs du nouvel Udalbiltza.

LE 2 mars 2013, s'est déroulée l'assemblée constituante d'Udalbiltza, assemblée des communes et élus municipaux du Pays Basque, au théâtre Victoria Eugénie de Donostia, en présence de 563 élus. Cette reconstitution se réalise dans le même esprit fondateur du 6 février 1999 à Iruñea: donner naissance à une institution nationale basque basée sur la municipalité et enracinée sur cinq principes majeurs: revendiquer qu'Euskal Herria est une nation, aider à l'articulation politique d'Euskal Herria en tenant compte de la territorialité, promouvoir la construction nationale, aider, dans différents domaines, aux relations entre les mairies de toutes les provinces et, au niveau international, affirmer qu'Euskal Herria est une nation différenciée. Ce nouveau départ d'Udalbiltza s'inscrit dans

un contexte politique intéressant. Iparralde exige dans un large consensus la création d'une collectivité territoriale spécifique, la Navarre rappelle en 2012 (1512-2012) sa volonté de reconquérir sa souveraineté, Araba, Gipuzkoa et Bizkaia affirment clairement une étape politique historique lors des élections autonomiques. Plus largement en Europe, des nations sans structuration étatique s'affirment: Catalogne, Ecosse, Flandres. Ainsi, la démarche d'Udalbiltza n'est pas anachronique et s'inscrit dans un processus de prise en main par les peuples de leur avenir. Mertxe Aizpurua, présidente d'Udalbiltza a eu dans son discours de clôture une formule résumant la situation «travailler en tant que peuple, pour donner aux problèmes que nous avons en tant que peuple des solutions en tant que peuple».

Les priorités d'Udalbiltza

Ce 2 mars 2013, Udalbiltza a affiché clairement ses priorités:

- Promouvoir le développement du territoire et sa cohésion socio-économique. Il s'agit de travailler à surmonter les déséquilibres existants au sein d'Euskal Herria. Pour ce faire, Udalbiltza s'appuiera sur un diagnostic national et le lien avec les acteurs socio-économiques qui s'accorderont pour définir les priorités. La création d'un Conseil social d'Udalbiltza (Gizarte kontseilua) est indispensable pour renforcer le lien et la participation des acteurs économiques du territoire. Pour assurer le développement national en accord avec les priorités définies, il faut des outils. Certains existent comme Euskal garapen eta kohesio fondoa. Les fonds de cette structure seront orientés en fonction des préconisations de Gizarte kontseilua et de l'Agence de développement du Pays Basque (Euskal garapen agentzia). Les fonds alloués proviendront d'appels nationaux notamment au niveau des communes.
- Aider à la structuration nationale d'Euskal Herria.

“Udalbiltza sera ouverte, car nous voulons qu'elle grandisse sans cesse, et c'est pour cela que les portes resteront toujours ouvertes à tous ceux qui voudront travailler pour l'avenir d'Euskal Herria.”

Il s'agit de surmonter les divisions politico-administratives et de renforcer le lien entre les communes. Concrètement, nous devons collecter et partager les expériences nationales entre les communes, renforcer les réseaux et donner aux jumelages une autre dimension.

- Communiquer aux niveaux national et international.

Il s'agit de montrer qu'Euskal Herria existe.

Une organisation participative, ouverte et transparente

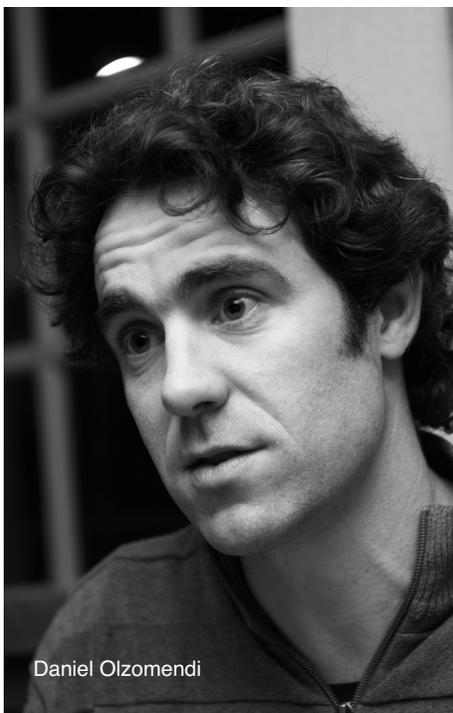
De plus, nous avons pris l'engagement à Udalbiltza d'être une organisation participative, ouverte et transparente:

— Nous favoriserons la participation. Parce que les façons d'être de chaque ville, village et quartier d'Euskal Herria sont plurielles et très riches, il est vital de prendre en compte les contributions et les opinions de toutes et de tous.

— L'organisation sera ouverte, car nous voulons qu'elle grandisse sans cesse, et c'est pour cela que les portes resteront toujours ouvertes à tous ceux qui voudront travailler pour l'avenir d'Euskal Herria. Tous les élus qui se retrouvent dans les cinq principes fondamentaux d'Udalbiltza sont les bienvenus, quelles que soient leurs sensibilités politiques. Le rassemblement pour le Pays Basque est large et nécessaire.

— Et elle sera transparente. En effet, les sources économiques d'Udalbiltza étant publiques, nous avons l'obligation de travailler en totale transparence.

Le travail à réaliser entre les élus et acteurs socio-économiques des 685 communes des 7 territoires d'Euskal Herria est lancé. Il est vaste, excitant et nécessaire. Il nous appartient de décliner dans nos communes d'Iparralde les objectifs d'Udalbiltza et de trouver les mots justes pour expliquer, rassembler et construire.



Daniel Olzomendi

Daniel Olzomendi
Maire d'Izura



LGV

La mission confiée à Jean-Louis Bianco sur la réforme ferroviaire préconise de ne pas accroître la dette ferroviaire par la construction de nouvelles lignes à grande vitesse (LGV) mais de chercher une formule intermédiaire entre TGV et les anciens trains Corail.

POUR atteindre le retour à l'équilibre du secteur ferroviaire (la dette de Réseau ferré de France dépasse les 30 milliards d'euros), « trois actions sont prioritaires », estime l'ancien ministre des Transports dans un document intermédiaire « de méthode », dont l'AFP a obtenu copie.

Pour stopper l'endettement chronique du secteur, Jean-Louis Bianco préconise de ne pas construire de nouvelles LGV « en proposant une alternative intermédiaire entre la solution TGV et la solution TET » (train d'équilibre du territoire, anciennement « Corail »).

L'ancien ministre propose d'augmenter les ressources du gestionnaire d'infrastructure « en accroissant la production de sillons (créneaux de circulation des trains) de qualité et en engageant une réflexion sur la politique de tarification » (péages versés par les transporteurs). M. Bianco estime aussi nécessaire de « responsabiliser l'Etat et les différentes entités du (futur) pôle public ferroviaire grâce à des contrats d'objectifs et de performances pluriannuels ».

Réforme ferroviaire

Jean-Louis Bianco, qui s'est vu confier à l'automne par le gouvernement une mission de concertation sur le projet de réforme ferroviaire, devrait rendre ses « conclusions finales » début avril avant qu'un projet de loi ne soit présenté au parlement avant l'été.

La réforme engagée par le gouvernement prévoit de rassembler au sein d'un gestionnaire d'infrastructure intégré (GIU) Réseau ferré de France (RFF), la Direction de la circulation ferroviaire (entité de la SNCF) et les cheminots de la SNCF travaillant à la maintenance du réseau (SNCF Infra).

Concernant cette future organisation, Jean-Louis Bianco estime que le pôle public ferroviaire « doit s'articuler autour de trois entités

à vocation industrielle »: le GIU, le transporteur (SNCF) « ainsi qu'un établissement de tête dont les fonctions doivent être précisées, et parmi lesquelles figurent nécessairement les ressources humaines ».

Pour l'ancien ministre, « ces trois entités doivent être des établissements publics à caractère industriel et commercial » (Epic), ce qui est déjà la SNCF et RFF.

Le document préconise aussi le maintien du statut de cheminot « pour l'ensemble des agents du pôle public ferroviaire » et recommande une convention collective commune.

Résorption des déficits

M. Bianco propose également d'élargir les missions de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires (Araf) qui devra notamment veiller à l'assainissement financier du système.

Le régulateur devra ainsi veiller au respect d'un « plan pluriannuel de résorption des déficits » et plus particulièrement au fait que le futur GIU puisse, à terme, couvrir « le coût complet du réseau » par ses ressources, et notamment les péages.

Le texte de M. Bianco ne dit rien, en revanche, sur la gouvernance du futur pôle public ferroviaire. Selon une source proche du dossier, sa présidence pourrait être confiée au président de la SNCF.

L'actuel titulaire du poste, Guillaume Pepy, a été reconduit fin février par le gouvernement pour un nouveau mandat de cinq ans, avec comme mission de mener à bien la réforme ferroviaire.

« Il n'a toutefois pas encore reçu sa lettre de mission de la part du gouvernement et il est probable qu'il ne la recevra qu'une fois déposées les conclusions de M. Bianco », a déclaré à l'AFP la même source.

AFP

5 mars 2013

Korrika Iparraldean



Preso

● **Rapprochement plus tard.** Nouvelle manifestation de l'immobilisme franco-espagnol dans le processus de règlement pacifique: l'interview de Christiane Taubira au *Diario Vasco*. La ministre française de la Justice s'y déclare réticente au rapprochement des presos. Prétextant des problèmes de sécurité, elle va jusqu'à évoquer des « mutineries, prises d'otage, homicides », lors des transferts! Fermez le bar! Fermez les grilles!

● **Négociations...** On a appris le 5 mars l'expulsion de Norvège de trois présumés négociateurs d'ETA pour le désarmement et la dissolution de l'organisation. Cela signifierait donc que les pourparlers n'ont rien donné. Les membres d'ETA seraient l'« historique » Josu Urrutikoetxea « Terner », David Pla, et Iratxe Sorzabal, ex « responsable » de l'appareil militaire. Ils auraient trouvé un refuge clandestin en France. Par la suite, *El País* annonçait un ultimatum lancé à ETA par la Commission internationale de vérification de cessez-le-feu. Sans avancée dans les mois à venir, la Commission procédera à sa dissolution.

A nos lecteurs

Ly a 50 ans, le 15 avril 1963, naissait à Itsasu le mouvement Enbata. La célébration de cet anniversaire est pour nous l'occasion de renouveler en profondeur notre hebdomadaire, d'adapter son projet éditorial et de l'ouvrir à d'autres publics.

Enbata de cette semaine est le dernier à paraître sous sa forme papier hebdomadaire. A partir du 15 avril, vous retrouverez votre édition chaque semaine sur le nouveau site web (enbata.info) interactif et gratuit que notre équipe met en place pour une meilleure accessibilité de tous à votre journal. Cette édition électronique, plus réactive et conviviale, traitera en temps réel de l'actualité d'Iparralde et Hegoalde.

Parallèlement, nous publierons une édition mensuelle sur papier de 20 à 24 pages (12 numéros dans l'année) que nos abonnés recevront à leur domicile et que les autres pourront se procurer en kiosque. Vous retrouverez dans ce mensuel enrichi les dossiers qui vous sont familiers et l'ensemble des contributions des chroniqueurs que vous appréciez chaque semaine.

Dans un souci d'adaptation aux réalités actuelles, nous faisons un effort financier en réduisant le prix de l'abonnement à 40 € (au lieu de 60 €) pour 12 numéros mensuels et l'accessibilité illimitée à notre site web. Enbata est et restera une publication politique abertzale faite par des militants. Les dons que vous pourrez faire au-delà du prix d'abonnement permettront de faire face aux coûts de fonctionnement du site web et d'assurer la pérennité du journal.

En rénovant en profondeur notre publication, notre ambition est d'avoir un outil pour porter le message abertzale pendant 50 ans encore. Nous sommes convaincus que votre soutien fidèle le permettra. Milesker zueri. Bihotzez.

Le directeur de la publication
Jakes Abeberry

Sur votre agenda

Martxoa:

- **Ortzeguna 21a, ar.6etan, DONIBANE LOHIZUNE** (Mediateka). Luzien Etezaharretarekin solasaldia.
- **Vendredi 22, 21h, KANBO** (Cinéma). Projection, témoignages et débat avec d'anciennes prisonnières. Soirée organisée par Etxerat et Emazteek Diote.
- **Samedi 23, 11h, BAIONA** (place Lacarre). Baionan Kantuz.
- **Larunbata 23a, ar.2.30etan, MAULE** (Irati gela). Mintzaldia: Pascale de Gilbert *Sorkuntza garaikidea Euskal*



Herrian.

- **Dimanche 24, 13h30, BAIONA** (Carreau des Halles).

Korrika Kantuz.

- **Dimanche 24, 14h, BAIONA** (Mail Chaho Pelletier). Grand repas populaire à base de produits locaux de qualité proposé par Ehlg pour l'arrivée de Korrika.
- **Ortzeguna 28a, BAIONA** (Euskal Erakustokia). *Euskal Herria zineman, herri ikusezin baten irudiak*, Josu Martinez zinegilearenganik.
- **Jusqu'au dimanche 31, DONIBANE LOHIZUNE** (Dukontenia). Exposition Thérèse Leremboure.
- **Larunbata apirilaren 6a, ar.8.30etan, DONIBANE GARAZI** (Jai Alai). *Ainarak* ikusgarria.

Sommaire

- Bizi! prépare les municipales 2014 4 et 5
- Udalbiltza nouveau est arrivé 6

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr
Abonnement d'un an: 40€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.
Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.
Commission paritaire n°0317 C 87190